

L'économie de la Guadeloupe en 2015 Une fragile amélioration

L'année 2015 ne marque pas de tournant déterminant malgré l'amélioration de certains indicateurs économiques, insuffisante pour attester d'un redressement réel de l'économie guadeloupéenne.

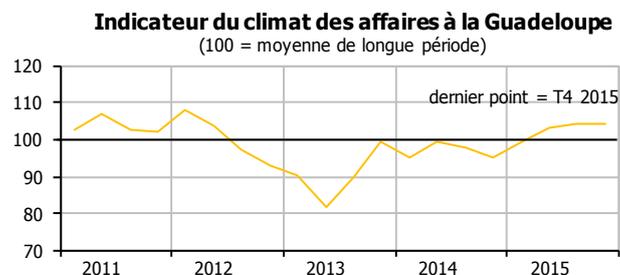
Pour la première fois depuis mi-2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit au-dessus de sa moyenne de longue période, révélant l'opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité. Cette amélioration intervient dans un contexte inflationniste faible. Les moteurs traditionnels de la croissance, la consommation et l'investissement, progressent après avoir marqué le pas en 2014 et se traduisent notamment par une hausse des importations. Malgré une meilleure orientation, le marché du travail demeure sous tension. La création d'entreprises diminue pour la quatrième année consécutive, touchant principalement les secteurs de la construction et de l'industrie. Au niveau sectoriel, l'évolution de l'activité est contrastée. Si l'activité se redresse dans les secteurs du commerce et du tourisme, la morosité s'installe durablement dans le secteur du BTP qui souffre d'un manque d'activité et de perspectives. Dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire, l'activité est mitigée.

Dans ce contexte, le système bancaire poursuit son soutien au financement de l'économie. Les encours de crédits sont dynamiques, principalement tirés par les ménages, avec une très nette reprise des crédits à la consommation et à l'habitat. Les entreprises et les collectivités, qui ont eu davantage recours aux crédits d'investissement, contribuent également à la progression de l'encours total.

UNE CONJONCTURE MIEUX ORIENTÉE

L'ICA se stabilise au-dessus de sa moyenne de longue période

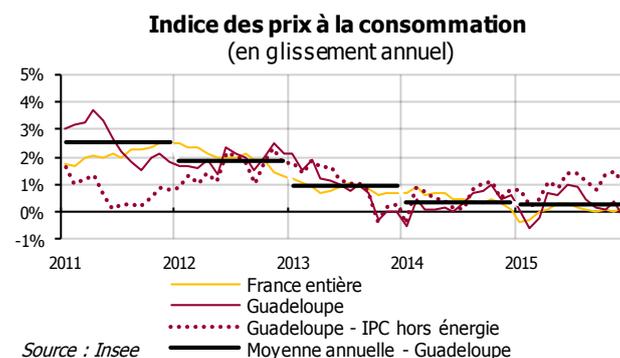
Au début de l'année 2015, l'indicateur du climat des affaires a amorcé une nette hausse, dépassant sa moyenne de longue période, ce qui n'était pas arrivé depuis mi-2012. Depuis, le climat des affaires s'est stabilisé dans sa zone favorable. Il s'établit à 104,2 points en fin d'année, soit à son plus haut niveau depuis juin 2012.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'inflation reste basse

En 2015, les prix ont faiblement progressé (+0,3 % en moyenne) poursuivant leur ralentissement depuis 2011. Cette évolution résulte notamment d'une baisse des prix de l'énergie (-6,0 %), en particulier des produits pétroliers (-9,0 %) qui diminuent plus fortement qu'en 2014 touchés par l'effondrement des cours du brut. Hors produits pétroliers, les prix augmentent de 0,9 %. Les prix des autres catégories de produits ont augmenté ou sont restés quasiment stables.



Source : Insee

En Guadeloupe, l'inflation est supérieure à celle relevée sur le territoire national qui est nulle en 2015.

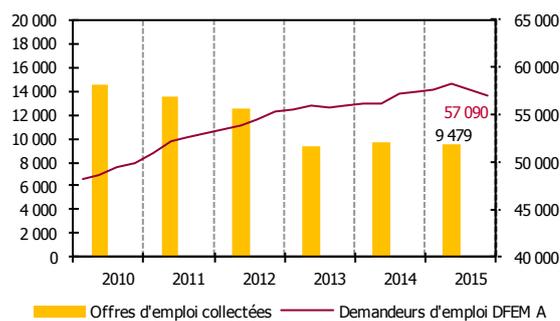
Le marché de l'emploi connaît une timide amélioration

Fin 2015, Pôle emploi comptabilise 57 090 demandeurs d'emploi de catégorie DEFEM A (données CVS), soit une baisse de 0,6 % sur un an (après +2,5 % en 2014). Cette amélioration concerne, comme en 2014, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (-4,2 %) et les adultes (-0,1 %). En revanche, les personnes âgées de 50 ans et plus voient leur situation se détériorer pour la troisième année consécutive (+8,7 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,6 % (CVS). Au niveau national, la progression est de 2,3 % (CVS).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi pour l'année 2015 sont en léger retrait (-2,0 %) en dépit d'une fin d'année très dynamique imputable à la forte progression des contrats temporaires. En 2015, le nombre d'offres d'emploi reste proche du résultat annuel de 2013, qui avait été une année historiquement pauvre en offres d'emploi.

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées



Source : DIECCTE, données CVS pour les DEFEM A, données brutes pour les offres d'emploi collectées

La consommation des ménages se raffermi

La consommation des ménages s'améliore et s'oriente principalement vers les biens de consommation non durables.

Les importations de biens de consommation courante augmentent de 2,1 % et les importations de produits agroalimentaires de 2,2 %. À l'inverse, les biens d'équipements ménagers sont en forte baisse (-9,0 %), atteignant leur plus bas niveau depuis 2009. Sur le marché automobile, avec un record des ventes en fin d'année, les immatriculations de voitures particulières neuves progressent de 6,2 % par rapport à 2014. En 2015, les crédits à la consommation des ménages affichent une nette augmentation (+7,8 % après +1,4 % un an plus tôt). Selon l'enquête de conjoncture IEDOM, les chefs d'entreprise du secteur du commerce restent cependant mitigés sur l'évolution de leur activité, en hausse au premier et au dernier trimestre.

Les indicateurs de vulnérabilité économique des ménages continuent de s'améliorer. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue pour la seconde année consécutive (-2,7 %) pour atteindre un niveau historiquement bas à 19 350 personnes. Le nombre de retraits de carte bancaire (5 126) diminue de 14,9 % par rapport à 2014. Le nombre d'incidents de paiement par chèque est en baisse de 6,7 %.

L'investissement repart

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'investissement des entreprises affiche une meilleure orientation notamment au deuxième semestre 2015.

Cette amélioration s'est traduite par une augmentation des importations de biens à destination des entreprises. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires augmentent respectivement de 3,6 % (après -12,7 % en 2014) et de 0,5 % (après -7,0 % en 2014). Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs augmentent de 9,5 %. Les encours des crédits à l'investissement en faveur des entreprises sont plus dynamiques qu'en 2014 (+8,5 % après +5,9 % en 2014).

Bénéficiant de taux d'intérêt très faibles, les encours de crédits à l'habitat des ménages enregistrent une progression historique (+10,8 %), la plus forte depuis décembre 2007.

Les échanges commerciaux restent en repli

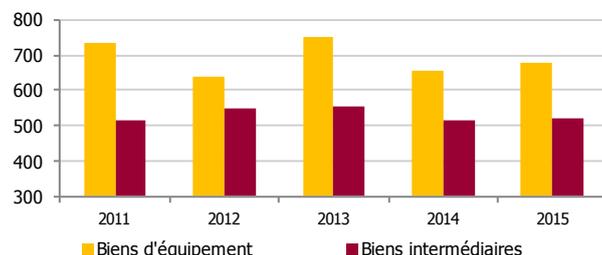
En 2015, les importations de biens sont en léger repli (-0,7 %), en lien avec la baisse des importations de pétrole raffiné (-14,4 %). Hors produits pétroliers, les importations se redressent (+2,6 % après -5,6 % en 2014), soutenues par la demande des ménages et des entreprises en biens de consommation non durables. Les exportations, hors produits pétroliers, diminuent de 4,8 %. La majorité des produits exportés sont en effet en recul, notamment les biens d'équipements mécaniques, les matériels électriques, électroniques et informatiques (-28,1 %) et les produits agricoles (-13,7 %).

Importations de biens destinés aux ménages (données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

Importations de biens destinés aux entreprises (données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'ACTIVITÉ SELON LES SECTEURS

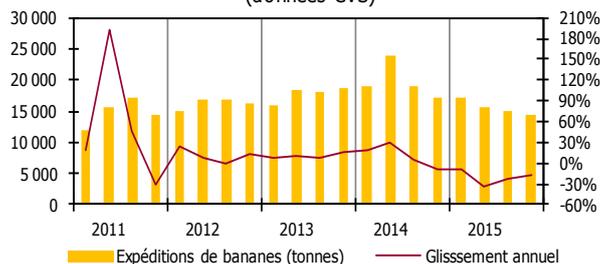
L'activité est mitigée dans le secteur primaire et l'agroalimentaire

En 2015, l'activité dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire est mitigée.

Si la récolte cannière a été moins élevée que celle anticipée (586 348 tonnes de cannes coupées contre 737 000 prévues), la richesse saccharine (9,36 %) a été exceptionnelle et supérieure à celle relevée en 2014 (9,17 %) grâce aux bonnes conditions climatiques. Les exportations de bananes (62 233 tonnes) fléchissent de 14,6 % après un record décennal atteint en 2014 (72 892 tonnes). Des dispositifs d'aides ont été adoptés afin d'augmenter la capacité de production de la filière de 77 000 à 100 000 tonnes de bananes d'ici 2020, et à plus long terme, à 120 000 tonnes.

Dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA), les exportations diminuent de 1,4 % en valeur. Les exportations de sucre en valeur fléchissent en dépit d'une augmentation des volumes exportés, notamment vers l'Europe. Les exportations de rhum continuent de progresser mais à un rythme plus ralenti : +3,1 % pour le rhum industriel (après +15,1% en 2014) et +7,5 % pour le rhum agricole (après +25,2 % en 2014).

Expéditions de bananes à destination de l'Union européenne (données CVS)



Source : CIRAD, CVS IEDOM

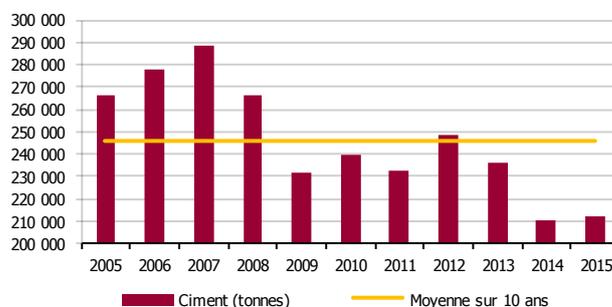
Le BTP est toujours en berne

L'activité est restée faible dans le secteur du BTP. Après un premier semestre bien orienté, l'activité s'est ensuite tassée conformément aux anticipations des professionnels. À fin décembre, de nombreux indicateurs relatifs à l'activité sont en recul témoignant des difficultés du secteur qui souffre toujours d'un manque d'activité.

Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements, en baisse depuis 2013, chute de 28,4 % en 2015. Les effectifs salariés recensés à la Caisse des congés du BTP continuent de baisser pour atteindre 5 925. Depuis 2009, le secteur a perdu près de 3 000 emplois.

Les ventes de ciment ont peu progressé par rapport à l'année précédente, où les volumes avaient atteint leur plus bas niveau historique. Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, et les ventes en sac s'améliorent (respectivement +1,1 % et +1,8 %) mais ne compensent pas le repli observé l'année précédente.

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, yc Îles du Nord

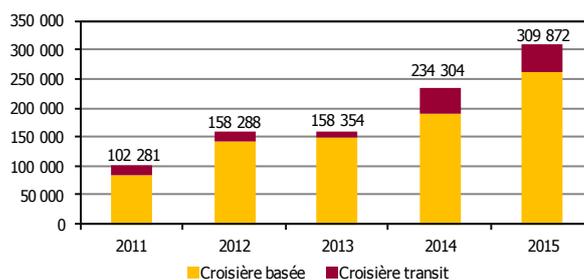
L'activité touristique se redresse

L'activité touristique s'est progressivement redressée en 2015 révélant des résultats positifs en fin d'année. Plusieurs événements ont contribué à dynamiser la fréquentation touristique de l'île dont l'ouverture du Memorial ACTe, l'ouverture de la desserte Guadeloupe-États-Unis par la compagnie *low cost* Norwegian Airlines ainsi que le renforcement de la croisière et de l'offre de sièges de certaines compagnies aériennes.

Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes repart à la hausse (+2,4 % après -0,2 % un an plus tôt). L'activité de croisière poursuit sa forte croissance (+32,3 %), toujours tirée par le dynamisme de la croisière basée. La croisière de transit demeure en hausse (+11,0 %) après un quasi-quintuplement des arrivées en 2014 (+428 %).

Dans la filière hôtelière, les résultats sont meilleurs qu'en 2014 : le nombre annuel de chambres vendues augmente de 10,7 % par rapport à 2014 et le taux d'occupation des hôtels membres du GHTG progresse de 4 points pour s'établir à 66,4 %. En 2015, les visiteurs se disent satisfaits à 97 % de leur séjour sur l'île et 86 % envisagent de revenir. L'image de l'île, qui avait notamment pâti en 2014 des effets cumulatifs de l'épidémie de chikungunya, des mouvements sociaux et de la médiatisation de la violence, s'est améliorée.

Nombre de croisiéristes



Source : Guadeloupe Port Caraïbes

L'activité commerciale est plus soutenue

En 2015, le courant d'affaires des entreprises du secteur du commerce est bien orienté malgré un creux au troisième trimestre. Selon les chefs d'entreprise, l'accroissement de l'activité a particulièrement été significatif au début de l'année.

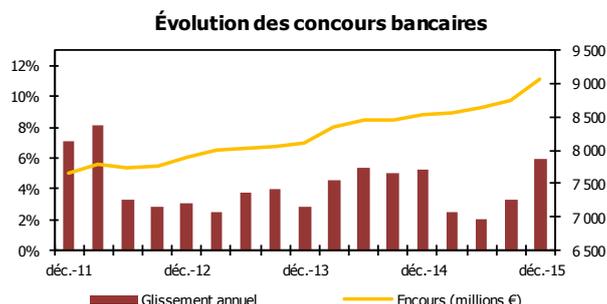
Le marché automobile a poursuivi sa croissance en 2015 (+6,2 %), après avoir connu en 2013 sa plus mauvaise performance depuis le début des années 2000. En fin d'année, la hausse sensible du nombre d'immatriculations de voitures particulières neuves a permis d'inverser la tendance du marché automobile qui se situait à fin novembre en dessous du niveau de 2014.

L'ACTIVITÉ BANCAIRE PROGRESSE

L'activité de crédit est en hausse, tirée par les ménages

Dans une conjoncture économique mieux orientée qu'en 2014, l'activité de crédit continue de croître en 2015. À 9,1 milliards d'euros, l'encours sain des crédits enregistre une augmentation de 6,0 % (soit +512,1 millions d'euros) après +5,3 % un an plus tôt. Le taux de croissance observé est le plus élevé depuis 2011.

L'activité de crédit aux ménages est dynamique et s'élève à 3,6 milliards d'euros en 2015. L'encours progresse nettement (+9,9 %) et ce rythme de croissance s'affiche comme le plus élevé depuis 2007. Après un début d'année relativement timide, les crédits à l'habitat enregistrent une croissance à deux chiffres à fin décembre (+10,8 % contre +2,9 % en 2014). De même, les crédits à la consommation affichent une croissance plus soutenue (+7,8 % contre +1,4 % en 2014), notamment au cours du deuxième semestre 2015.



Source : IEDOM

Les financements consentis aux entreprises enregistrent pour leur part une progression plus modérée sur un an (+2,7 % après +6,0 % en 2014), pour s'établir à 4,1 milliards d'euros. Les crédits d'investissement affichent une bonne performance (+8,5 % après +5,9 %), tirés par les crédits à l'équipement (+10,7 %). En revanche, le rythme de croissance de l'encours des crédits immobiliers est en perte de vitesse (+1,2 % contre +4,8 % un an plus tôt). Après une embellie en 2014, les crédits d'exploitation poursuivent la baisse amorcée en 2008 (-5,1 % contre +13,5 % en 2014).

Les crédits octroyés aux collectivités locales restent bien orientés (+8,2 % après +11,9 % en 2014) pour atteindre 1,0 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, qui représentent près de 94 % de l'encours total des collectivités locales, augmentent de 6,4 % et constituent les principaux contributeurs à cette évolution.

Une amélioration de la sinistralité

Les risques de crédit portés par le système bancaire local diminuent en 2015. À 446,9 millions d'euros, l'encours des créances douteuses brutes recule de 7,5 % sur un an (contre -1,9 % en 2014). La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis est également en retrait (-0,8 point) et s'établit à 5,6 %, mais elle reste supérieure au taux de créances douteuses relevé dans les DOM (4,9 %).

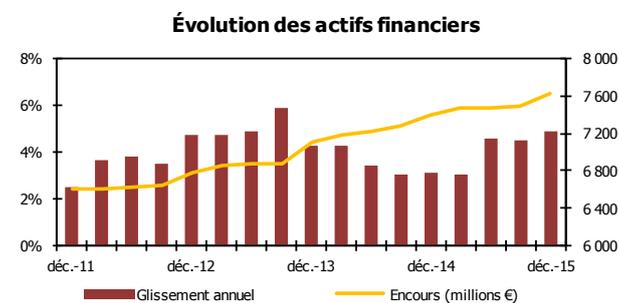
Les actifs financiers sont mieux orientés

La collecte nette d'épargne progresse, particulièrement en fin d'année. À 8,0 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques augmentent de 4,7 % sur un an (soit +358,1 millions d'euros) contre +3,4 % en 2014.

Comme l'année précédente, la hausse est plus marquée pour les entreprises (+11,4 %) que pour les ménages (+3,4 %), qui représentent 71,2 % des dépôts. Les actifs financiers des autres agents diminuent pour leur part de 4,7 %.

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (38,5 %), affichent une hausse marquée (+12,3 % contre +5,3 % en 2014), sous l'effet du rebond des dépôts à vue des ménages (+10,3 % après -0,8 %) et des autres agents (+4,3 % contre -17,8 %). A contrario, les placements liquides ou à court terme marquent le pas sur un an (-1,7 % après +1,6 % en 2014). Les placements indexés sur les taux de marché chutent de 7,7 %. La croissance des comptes d'épargne à régime spécial s'essouffle (+0,8 % après +1,7 % en 2014 et +5,0 % en 2013), en lien avec le niveau historiquement bas des taux d'intérêt des livrets réglementés. Devenus moins rémunérateurs, les livrets A sont en repli (-1,5 % après +1,4 %) tandis que les livrets de développement durable sont en perte de vigueur (+3,7 % contre +6,9 %).

L'épargne longue est en hausse (+2,6 % après +3,2 % un an plus tôt), tirée par les plans d'épargne-logement (+8,4 %).



Source : IEDOM

PERSPECTIVES MITIGÉES POUR L'ANNÉE 2016

Si l'économie guadeloupéenne a été mieux orientée en 2015, les perspectives restent mitigées. Les professionnels, et notamment ceux du secteur clé du BTP, craignent un repli de l'activité en 2016 avec un manque de visibilité qui semble durable. Dans un contexte économique national contraint, les inquiétudes des entreprises portent notamment sur l'allongement des délais de règlement des collectivités locales. Le secteur du tourisme a amorcé une nouvelle dynamique en 2015 et, si de nombreux défis restent à relever, il affiche des perspectives plus favorables.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Avril 2016 – Dépôt légal : Avril 2016 – ISSN 1952-9619